

## L'école « ni laïque ni religieuse » prépare son envol en Israël

■ « Une ignorance pathologique »: c'est en ces termes que David Laudau, ancien directeur de la rédaction du grand quotidien israélien *Haaretz*, décrivait voici peu l'état des connaissances des Israéliens en matière de judaïsme. Une situation dont l'école laïque israélienne, qui concentre 62 % des élèves juifs du primaire et du secondaire, est largement responsable.

En 1994, la Commission Shenhar, nommée par le ministère de l'éducation Zevoulon Hammer, publia un rapport choc sur la pauvreté de l'enseignement du judaïsme dans les écoles laïques, où elle préconisait le renforcement des études juives dans ces établissements. Ses recommandations sont restées lettre morte. Mais le contenu du rapport n'a pas été totalement oublié.

« Les écoles religieuses ont en quelque sorte le monopole de l'enseignement du judaïsme, mais il leur manque toute une dimension humaniste. »

C'est pourquoi Michaël Melchior, rabbin et parlementaire du parti religieux de gauche Meimad (allié aux travaillistes) a déposé à la Knesset une proposition de loi visant à créer un courant scolaire combinant éducation laïque et éducation religieuse. Le projet a reçu le soutien de la ministre de l'éducation, Youli Tamir, des partis laïques et d'une partie des sionistes religieux, tandis que le mouvement ultra-orthodoxe sépharade Shass, grand gagnant de la montée en force des écoles religieuses de ces dernières années, lui manifestait son hostilité.

Une telle législation serait en tout cas un véritable tournant dans l'État hébreu, marqué par la loi scolaire de 1953 instaurant deux courants parallèles dans l'école publique: le courant laïque et le courant religieux. Objectif: créer une véritable alternative dans un système scolaire national qui, à quelques initiatives près, a figé le clivage entre les publics orthodoxe et séculier. Une fracture plus complexe qu'il n'y paraît, et dont les Juifs de la Diaspora ont souvent peu conscience.

Pour Michaël Melchior, qui préside à la Knesset la commission de l'éducation, une chose est claire: cette proposition ne vise pas à créer une énième niche scolaire, elle doit aider à résoudre l'un des « drames » de la société israélienne.

*Dans un système scolaire israélien ultra-segmenté, était-il nécessaire de préconiser la mise en*



Michaël Melchior: « Offrir à une majorité d'Israéliens la possibilité de bénéficier d'une véritable initiation aux études juives ».

### *place d'un nouveau « courant »?*

Cette proposition de loi est avant tout motivée par des considérations sociales. En Israël, sortis de la pouponnière, les enfants laïques et religieux ne se fréquentent quasiment jamais. Il n'y a pratiquement pas de points de rencontre pendant leur scolarité.

Je suis originaire du Danemark. Il me paraissait souhaitable que mes enfants grandissent dans un environnement mélangé; cela n'a pas été possible. On ne peut pas gérer un pays comme cela. Du reste, depuis que cette proposition a été rendue publique, nous avons été submergés de demandes!

### *Pourquoi les écoles laïques ont-elles réduit les études juives à la portion congrue?*

Cela n'a pas toujours été le cas. Mais ce processus est assez an-

cien et, depuis la parution du rapport de la Commission Shenhar, les choses ne se sont pas améliorées.

Les écoles laïques manquent surtout de personnel enseignant adapté. L'enseignement des textes bibliques est souvent fait de manière superficielle, dans le cadre des deux heures hebdomadaires obligatoires. En ce sens, ces écoles israéliennes ne peuvent absolument pas tenir la compari-

son avec les écoles juives de la Diaspora.

### *Les écoles religieuses sont-elles exemptes de toute critique dans ce domaine ?*

Elles ont en quelque sorte le monopole de l'enseignement du judaïsme, mais il leur manque toute une dimension humaniste. Leur approche du judaïsme est étroite. Or il existe un large éventail d'identités religieuses. On trouve

de plus en plus de familles « mixtes » sur le plan des pratiques. Et les nouveaux immigrants ont également des attentes spécifiques.

La Torah n'est pas faite pour « rétrécir ». D'où notre intention d'élargir le spectre, afin d'offrir à une majorité d'Israéliens la possibilité de bénéficier d'une véritable initiation aux études juives.

● PROPOS RECUEILLIS PAR NATHALIE HAREL

## Tali, mouvement précurseur d'un enseignement juif pluraliste

■ Initiée par des familles d'origine anglo-saxonne, la mouvance Tali [acronyme hébraïque des mots « Études juives renforcées »] a vu le jour en 1976, avec l'ouverture d'une première école à Jérusalem. Agréé par le ministère de l'éducation, ce réseau compte aujourd'hui 80 écoles autonomes et 100 jardins d'enfants, que fréquentent 35 000 élèves. Autant dire que les fondateurs de cette approche pédagogique n'ont pas attendu la publication du rapport Shenhar pour se mettre au travail...

Torah orale, initiation à la prière, valeurs juives, *parasha* de la semaine: autant de composantes de cet enseignement dispensé durant six heures hebdomadaires par des professeurs venant du monde laïque. « Pour parler la langue du public laïque, il faut des gens qui leur ressemblent, justifie Eytan Chikli, le directeur de la Fondation Tali, qui se finance essentiellement auprès de donateurs juifs américains. Cela dit, dans la moitié de nos écoles, les enfants prient: une décision prise de façon participative, au cas par cas. L'important est de faire passer un héritage spirituel, de transmettre les bases d'une religion ouverte et non normative. »

Pour ce francophone installé en Israël depuis trente ans, le pays à tout à gagner dans cette approche pluraliste, qui ne se réclame plus de la tendance « réformée » (au sens américain du terme) adoptée au démarrage. « Notre système scolaire est bipolaire. Cette anomalie est d'autant plus insupportable que la société juive en Israël n'est pas divisée entre religieux et laïques, mais se compose d'un éventail d'identités juives et de positionnements diversifiés vis-à-vis du développe-

ment culturel et spirituel de notre peuple », ajoute Eytan Chikli, qui se réfère aux travaux de l'Institut Gutman, complétés par ceux du sociologue Charles Liebman.

Selon ces recherches réalisées sur deux décennies, 15 % du public israélien se définit comme orthodoxe, 20 % se présente comme laïque, et à 65 % appartient « au centre oublié ». Une large fraction de la population que vise précisément Tali, qui, en collaboration avec l'Institut Hartman, s'attaque désormais à la mise en place de programmes d'éducation juive pluraliste dans les lycées. La dernière pierre de l'édifice d'un laboratoire éducatif dont le fonctionnement devrait aussi inspirer les législateurs du « troisième courant scolaire ». ● N. H.



Un panneau mural dans une école Tali: « Transmettre les bases d'une religion ouverte ».